

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La parole est au député d'Eglinton-Lawrence.

\* \* \*

### L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

#### MESURES POUR FAIRE RENAÎTRE LA CONFIANCE DANS NOTRE APPAREIL DÉMOCRATIQUE

**M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

**Une voix:** Il n'a pas de cravate.

**M. de Corneille:** Certains sondages d'opinion effectués récemment indiquent que le public perd confiance dans la façon dont fonctionne notre appareil démocratique, en partie, j'imagine, parce que le gouvernement semble avoir changé sa politique relativement à certaines promesses électorales, comme le déficit stimulant, les taux d'intérêt peu élevés et le déménagement de l'ambassade du Canada en Israël.

Vu cette perte de confiance, surtout chez les jeunes, puis-je savoir ce que le gouvernement compte faire au juste pour expliquer la façon dont il prend ses décisions au peuple canadien et lui rendre confiance dans les institutions démocratiques?

**Le très hon. Joe Clark (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je répondrai très simplement que nous voulons faire du Parlement une institution plus susceptible de refléter les opinions de tous les Canadiens. Pour ce faire, nous voulons permettre aux simples députés de jouer un plus grand rôle dans les travaux de la Chambre et mettre fin à la domination qu'ont exercée beaucoup trop longtemps non seulement les ministres, mais aussi les chefs de parti à la Chambre.

Deuxièmement, nous avons l'intention d'adopter le plus rapidement possible la mesure sur l'accès à l'information qui a déjà été présentée et qui a été généralement bien accueillie par les autres députés. Comme mon collègue le ministre qui a présenté le bill l'a déclaré, nous espérons que si d'autres députés peuvent proposer des dispositions plus efficaces, ils le feront.

Troisièmement, nous avons l'intention de faire un examen détaillé et approfondi des sociétés de la Couronne qui, selon certains députés, appartiennent au peuple, bien que le peuple ne soit pas de cet avis, pour déterminer si nous pouvons remplacer les sociétés d'État, dont chaque citoyen ne peut pas être propriétaire à titre personnel, par des sociétés privées qui lui permettent de l'être. Voilà donc certaines des mesures et des réformes que nous proposerons et j'espère que le député nous appuiera puisqu'il tient à garantir que les institutions démocratiques servent les intérêts de chaque citoyen.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

#### LA PROPRIÉTÉ DES RESSOURCES NATURELLES ET LA COMPÉTENCE À LEUR SUJET

**M. Ian Watson (Châteauguay):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. J'aimerais savoir si les menaces proférées dernièrement par le premier ministre de l'Alberta au sujet des ressources ont poussé le premier ministre à revoir certaines de ses positions. Je veux parler de l'empres-

### Questions orales

sement du premier ministre à brader le patrimoine commun à tous les Canadiens, nos ressources sous-marines.

Je veux parler également de l'empressement du premier ministre à accorder au Yukon le statut de province, ce qui équivaut à brader le patrimoine commun à tous les Canadiens, à savoir nos ressources dans le Nord tant souterraines que sous-marines. Le premier ministre ne croit-il pas qu'avant de céder nos ressources pétrolières et gazières du Nord qui, selon les derniers calculs du Service géologique du Canada, équivalent au bas mot à 375 milliards de dollars en pétrole et à 540 milliards de dollars en gaz . . .

**Des voix:** Règlement.

**M. Watson:** . . . il faudrait soumettre la question au Parlement? Serait-il disposé à présent à revenir sur son refus d'autoriser un comité parlementaire à examiner les derniers changements apportés au rôle du commissaire du Yukon, changements qui transforment à toutes fins utiles ce territoire en province *de facto*?

**Des voix:** Règlement.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député a fait une assez longue entrée en matière et a fait suivre sa question d'une proposition. A mon avis, il a été aussi loin que nous pouvons le lui permettre.

**Le très hon. Joe Clark (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je vais tâcher de répondre aux questions qui j'ai pu discerner. En premier lieu, nous n'avons pas l'intention de changer notre position au sujet des ressources sous-marines. En deuxième lieu, nous n'avons pas l'intention de changer d'idée en ce qui concerne l'accession du Yukon au statut provincial. Bien entendu, comme je l'ai dit auparavant, nous aurons recours à un référendum et nous ne dépasserons pas le cadre de la loi actuelle sans l'approbation à la fois des habitants du Yukon et du Parlement. Dans ce fatras d'idées, je crains d'avoir perdu de vue les troisième, quatrième et cinquième questions.

\* \* \*

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### LES RÉDUCTIONS SIGNALÉES DANS LES SERVICES ESSENTIELS DES RÉSERVES

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le premier ministre voudra peut-être répondre à ma question.

Comme le *Star* de Toronto donnait dimanche les détails d'un rapport non encore publié dont il ressort que de nombreuses réserves ne sont toujours pas dotées de services essentiels, que le nombre d'assistés sociaux y est neuf fois supérieur à la moyenne ontarienne et que trois ministères fédéraux sont responsables de cette négligence, le premier ministre pourrait-il nous expliquer comment d'autres restrictions budgétaires vont réussir à empêcher que le chômage ne s'aggrave encore et que les conditions sanitaires ne se détériorent davantage dans les réserves indiennes de l'Ontario et, en fait, dans toutes les réserves du Canada?